

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 6 décembre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'arrêté royal "modifiant le titre III de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 9 décembre 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 6 december 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van titel III van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 9 december 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant que le traitement de ce dossier est urgent en raison d'une procédure entamée par la Commission devant la Cour de Justice des Communautés européennes et qui pourrait aboutir à la condamnation de l'Etat belge; considérant en outre que l'habilitation conférée au Roi en vue de modifier la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques vient à échéance le 31 décembre 1994 ...".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

*

*

*

.../...

EXAMEN DU PROJET.Préambule.

1. Le Traité sur l'Union européenne, fait à Maastricht le 7 février 1992, approuvé par la loi du 26 novembre 1992 est, dans une très large mesure, un texte modificatif des trois traités instituant respectivement la Communauté économique européenne, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la Communauté européenne atomique.

A l'alinéa 1er, il convient dès lors de viser, non pas le Traité de Maastricht, mais le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, en indiquant les articles de ce traité qui ont un rapport direct avec le projet, eux-mêmes éventuellement modifiés par le Traité de Maastricht précité.

2. Conformément à l'usage, et pour mieux respecter la hiérarchie des normes, on visera les directives citées aux alinéas 3 et 4 avant la loi du 21 mars 1991 citée à l'alinéa 2.

3. A l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 4), on écrira :

.../...

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 68, 92, 94, 96 et 122, modifié par la loi du 6 août 1993;".

Dispositif.

Article 1er.

La définition qu'il est envisagé de donner de l'"appareil terminal" reproduit pour l'essentiel celle des "équipements terminaux" figurant à l'article 1er, § 2, deuxième tiret, de la directive du Conseil des Communautés européennes 91/263/CEE du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Pour assurer l'exécution de l'article 1er de la directive de la Commission des Communautés européennes 94/46/CE du 13 octobre 1994, qui modifie la directive 88/301/CEE du 16 mai 1988 relative à la concurrence dans les marchés de terminaux de télécommunication, en ce qui concerne en particulier les communications par satellite, il convient de compléter cette définition par une précision similaire à celle mentionnée sous 1, a), dans cet article : "Au sens de la présente directive, sont également à considérer comme terminaux les équipements de stations terrestres de satellites".

.../...

Il existe toutefois de la notion d'"équipement de station terrestre de satellites" deux définitions. L'une est celle de l'article 1er, sous 1, b), de la directive précitée (1) et l'autre celle de l'article 1er, point 2, deuxième tiret de la directive 93/97/CEE du 29 octobre 1993 complétant la directive 91/236/CEE en ce qui concerne les équipements de stations terrestres de communications par satellite, qui étend à ces équipements les principes établis par cette dernière directive en ce qui concerne les équipements terminaux.

Il appartiendra aux auteurs du projet de choisir entre ces deux définitions celle qui leur paraît la plus adéquate eu égard aux objectifs poursuivis et de l'insérer dans l'article 68 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, de préférence sous la forme d'un 7°bis.

Sous cette réserve, le texte suivant est proposé :

"Article 1er. L'article 68, 7°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est remplacé par la disposition suivante :

(1) Les restrictions permises au droit d'importer, de commercialiser, de raccorder, de mettre en service et d'entretenir ces équipements sont déterminées par l'article 3 de la directive 88/301/CEE du 16 mai 1988, modifié par l'article 1er, 3, de celle du 13 octobre 1994 précitée.

"7° appareil terminal : l'équipement destiné à être connecté à l'infrastructure publique de télécommunications en vue de la transmission, du traitement ou de la réception d'informations, soit par connexion directe à un point de raccordement, soit en interfonctionnant avec l'infrastructure publique de télécommunications par connexion directe ou indirecte à un point de raccordement, et quelle que soit la nature du système de connexion, fils métalliques, liaisons radioélectriques, systèmes optiques ou tout autre système électronique; doivent également être considérées comme des appareils terminaux les équipements de station terrestres de satellites;"

Article 2.

Cet article tend à l'exécution de la directive précitée de la Commission 94/46/CE du 13 octobre 1994, en ce qu'elle modifie sa directive 90/388/CEE du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, en vue d'étendre son application au "service par satellite" au sens de la définition introduite par l'article 2, 1, a), IV, de la directive 94/46/CE.

L'attention de l'auteur du projet doit cependant être attirée sur ce qui ressort du considérant 16 du préambule de cette directive, à savoir qu'en ce qui concerne l'ensemble des services autres que la téléphonie vocale, aucun régime particulier au titre de l'article 90, § 2, du traité C.E.E. ne se justifie, compte tenu notamment du rôle

.../...

négligeable de ces services dans le chiffre d'affaires des organismes de télécommunications".

Le maintien temporaire de droits exclusifs n'est par conséquent autorisé que pour le service de téléphonie vocale; les "services réservés" énumérés à l'article 83 de la loi correspondent à des droits exclusifs au sens du traité, de sorte qu'il conviendra d'examiner si cet article ne doit pas lui aussi être amendé.

L'article 88 de la loi (2) doit, quant à lui, l'être par souci de concordance avec l'article 92, § 1er, après insertion de l'alinéa en projet.

Quant à la disposition en projet, la rédaction suivante est suggérée :

"Le Roi arrêté les conditions dans lesquelles il peut être fait usage de services par satellite, par dérogation à l'alinéa 1er".

A défaut de précision formelle en ce sens dans le texte en projet, il y aura cependant lieu de considérer que ce pouvoir ne s'étend pas à la faculté de soumettre à autorisation la fourniture de ces services.

(2) Cet article dispose comme suit :

"Pour toute exploitation de service non réservé qui franchit le domaine public, il doit être fait usage directement ou indirectement des télécommunications publiques ou d'une liaison établie sur la base d'une dérogation accordée en exécution de l'article 92, § 2".

.../...

Article 3.

La rédaction suivante, davantage conforme aux directives pertinentes, est suggérée pour le paragraphe en projet :

"§ 1er. Les appareils terminaux doivent être agréés par le ministre, sur la proposition de l'Institut, à moins qu'ils aient fait l'objet de l'évaluation de la conformité et soient munis du marquage CE de conformité prévus par la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, ou par la directive 93/97/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 complétant la directive 91/263/CEE en ce qui concerne les équipements de stations terrestres de communications par satellite.

Un exemplaire de la documentation, visée à l'article 2 de la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 précitée, relative à l'équipement susceptible d'être connecté à l'infrastructure publique de télécommunications, sans être destiné à une telle utilisation, qui est mis sur le marché pour la première fois dans l'Union européenne en Belgique, est transmis à l'Institut".

La loi devrait, en outre, être modifiée et complétée afin de prévoir de manière claire et distincte les mesures restrictives appropriées que les directives préci-

.../...

tées imposent aux Etats membres de prendre en vue d'assurer le respect de leurs dispositions (3).

Articles 4 à 6.

Ces articles du projet tendent à modifier un même article. Conformément à l'usage, il convient, dès lors, de les grouper en un seul article, en adoptant la structure suivante :

"Art. 4. A l'article 96 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° ...(comme l'article 4 du projet sauf à remplacer in fine les mots "non-agrément" par les mots "défaut d'agrément)";

B) au 2°, les mots ...(comme à l'article 5 du projet);

C) l'article est complété comme suit :

"3° ... ".

(3) Voir la directive 91/263/CEE, articles 3, 8, § 1er, alinéa 1er, et § 3, ainsi que l'article 12 et la directive 93/97/CEE, articles 2, 7 et 14.

Article 6 (du projet).

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pu vérifier si l'article 6 du projet, en violation de l'article 5 de la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, n'entrave pas la libre circulation et l'utilisation des marchandises, en tant qu'il prévoit que la déclaration du fabricant visée à l'article 2 de la même directive, dont le modèle figure à l'annexe VIII de celle-ci, doit accompagner l'équipement, non seulement lors de sa première mise sur le marché, mais également lors des transactions ultérieures.

Article 8 (devenant l'article 6).

Conformément à l'usage, on écrira :

"Art. 6. Notre ministre qui a les communications et les entreprises publiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant que le traitement de ce dossier est urgent en raison d'une procédure entamée par la Commission devant la Cour de Justice des Communautés européennes et qui pourrait aboutir à la condamnation de l'Etat belge; considérant en outre que l'habilitation conférée au Roi en vue de modifier la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques vient à échéance le 31 décembre 1994 ...".

*

*

*

Binnen de korte tijd die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen

*

*

*

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

.../...

Aanhef.

1. Het Verdrag over de Europese Unie, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992, goedgekeurd bij de wet van 26 november 1992, is grotendeels een tekst die de drie verdragen tot oprichting van respectievelijk de Europese Economische Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie wijzigt.

In het eerste lid behoort dan ook niet te worden verwezen naar het Verdrag van Maastricht, maar naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957, dat is goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, met opgaaf van de artikelen van dat verdrag die in rechtstreeks verband staan met het ontwerp en die zelf eventueel gewijzigd zijn door het voormelde Verdrag van Maastricht.

2. Zoals gebruikelijk is en om de hiërarchie der normen beter te respecteren, behoren de verwijzingen naar de richtlijnen in het derde en vierde lid vooraf te gaan aan de verwijzing naar de wet van 21 maart 1991 in het tweede lid.

3. In het tweede lid (dat het vierde lid wordt), schrijve men :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven,

.../...

inzonderheid op de artikelen 68, 92, 94, 96 en 122, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De definitie die men overweegt aan "eindapparaat" te geven, komt grotendeels overeen met die van "eindapparatuur" die voorkomt in artikel 1, lid 2, tweede streepje, van richtlijn 91/263/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur.

Om te voorzien in de uitvoering van artikel 1 van richtlijn 94/46/EG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 13 oktober 1994, tot wijziging van richtlijn 88/301/EEG van 16 mei 1988 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatie-eindapparatuur, met name met betrekking tot satellietcommunicatie, behoort die definitie te worden aangevuld met een soortgelijke verduidelijking als die welke voorkomt onder 1, a), van dat artikel : "In de zin van deze richtlijn wordt satellietgrondstationapparatuur eveneens als eindapparatuur beschouwd".

Van het begrip "satellietgrondstationapparatuur" bestaan echter twee definities. De eerste is die van

.../...

artikel 1, onder 1, b), van de voormelde richtlijn (4) en de tweede is die van artikel 1, punt 2, tweede streepje, van richtlijn 93/97/EEG van 29 oktober 1993 houdende aanvulling van richtlijn 91/236/EEG wat de apparatuur voor satelliet-grondstations betreft, die op de genoemde apparatuur de beginselen toepasselijk maakt die door die laatste richtlijn voor de eindapparatuur zijn vastgesteld.

Het staat aan de stellers van het ontwerp om, van deze twee definities die te kiezen welke hen gelet op de nagestreefde doelstellingen het meest geschikt lijkt en die in te voegen in artikel 68 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheids-bedrijven, bij voorkeur in de vorm van een 7^obis.

Onder dat voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1. Artikel 68, 7^o, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheids-bedrijven wordt vervangen als volgt :

"7^o eindapparaat : de apparatuur die bestemd is om op de openbare telecommunicatie - infrastructuur te worden aangesloten ten behoeve van de overbrenging, verwerking of ontvangst van informatie, hetzij door rechtstreekse

(4) De toegestane beperkingen op de rechten van invoer, afzet, aansluiting, opstarten en onderhoud van die apparatuur zijn bepaald in artikel 3 van richtlijn 88/301/EEG van 16 mei 1988, gewijzigd bij artikel 1, 3, van de voormelde richtlijn van 13 oktober 1994.

.../...

aansluiting op een aansluitingspunt, hetzij door interactie met de openbare telecommunicatie - infrastructuur via rechtstreekse of onrechtstreekse aansluiting op een aansluitingspunt, ongeacht of het verbindingssysteem bestaat uit draad- of radio-verbindingen, optische vezels of andere elektronische systemen; satellietgrondstationapparatuur dient eveneens als een eindapparaat te worden beschouwd".

Artikel 2.

Dit artikel strekt ertoe de voormelde richtlijn van de Commissie 94/46/EG van 13 oktober 1994 uit te voeren, in zoverre die richtlijn richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten wijzigt, om de toepassing ervan uit te breiden tot "satellietdiensten" in de zin van de definitie die is ingevoerd bij artikel 2, 1, a), IV, van richtlijn 94/46/EG.

De steller van het ontwerp wordt echter opmerkzaam gemaakt op hetgeen blijkt uit considerans 16 van de aanhef van die richtlijn, te weten dat wat alle andere diensten dan spraaktelefonie betreft, geen bijzondere behandeling uit hoofde van artikel 90, lid 2, van het EEG-verdrag gerechtvaardigd is, met name gelet op de geringe bijdrage van dit soort diensten aan de omzet van de telecommunicatie-organisaties.

.../...

Het tijdelijk handhaven van uitsluitende rechten wordt bijgevolg alleen toegestaan voor de dienst spraaktelefonie; de in artikel 83 van de wet opgenoemde "gereserveerde diensten" stemmen overeen met uitsluitende rechten in de zin van het Verdrag, zodat dient te worden onderzocht of dit artikel op zijn beurt niet hoeft te worden gewijzigd.

Artikel 88 van de wet (5) van zijn kant moet gewijzigd worden ter wille van de overeenstemming met artikel 92, § 1, na invoeging van het ontworpen lid.

Wat de ontworpen bepaling betreft, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De Koning bepaalt de voorwaarden waarop gebruik mag worden gemaakt van satellietdiensten, in afwijking van het eerste lid".

Bij gebrek aan formele duidelijkheid in die zin in de ontworpen tekst, zal er evenwel van moeten worden uitgegaan dat die bevoegdheid niet kan worden doorgetrokken tot de mogelijkheid om het verstrekken van die diensten afhankelijk te stellen van een machtiging.

(5) Dit artikel luidt als volgt :

"Voor het uitbaten van een niet-gereserveerde dienst die het openbaar domein overschrijdt, moet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruik gemaakt worden van de openbare telecommunicatie of van een verbinding aangelegd op basis van een afwijking verleend in uitvoering van artikel 92, § 2".

.../...

Artikel 3.

De volgende redactie, die meer conform de ter zake dienende richtlijnen is, wordt voorgesteld voor de ontworpen paragraaf :

"§ 1. De eindapparaten moeten goedgekeurd worden door de minister, op voordracht van het Instituut, tenzij zij op hun conformiteit zijn beoordeeld en voorzien zijn van het CE-merkteken van overeenstemming, zoals voorgeschreven in richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Statens betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur, of in richtlijn 93/97/EEG van de Raad van 29 oktober 1993 houdende aanvulling van richtlijn 91/263/EEG wat de apparatuur voor satellietgrondstations betreft.

Een exemplaar van de documentatie, bedoeld in artikel 2 van voormelde richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991, met betrekking tot apparatuur die op openbare telecommunicatie-infrastructuur kan worden aangesloten, maar niet voor dit doel is bestemd, die voor het eerst in de handel wordt gebracht in de Europese Unie in België, wordt toegezonden aan het Instituut".

De wet zou bovendien moeten worden gewijzigd en aangevuld opdat zij klaar en duidelijk de geschikte beperkende maatregelen vaststelt die de Lid-Statens krachtens

.../...

de voormelde richtlijnen dienen te nemen om ervoor te zorgen dat hun bepalingen in acht worden genomen (6).

Artikelen 4 tot 6.

Deze artikelen van het ontwerp strekken ertoe een zelfde artikel te wijzigen. Zoals gebruikelijk is dienen zij bijgevolg te worden samengebracht in één artikel met de volgende structuur :

"Art. 4. In artikel 96 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de bepaling onder 1^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1^o reclame te maken voor een eindapparaat zonder melding te maken van zijn goedkeuring en het gebruik waarvoor het is goedgekeurd, of voor apparatuur die op de openbare telecommunicatie-infrastructuur kan worden aangesloten maar niet voor dit doel is bestemd, zonder te vermelden dat de goedkeuring ervan ontbreekt";

B) in de bepaling onder 2^o worden de woorden ... (zoals in artikel 5 van het ontwerp);

(6) Zie richtlijn 91/263/EEG, artikelen 3, 8, lid 1, eerste alinea, en lid 3, alsmede artikel 12 en richtlijn 93/97/EEG, artikelen 2, 7 en 14.

C) het artikel wordt aangevuld als volgt :

"3° apparatuur die op de openbare telecommunicatie-infrastructuur kan worden aangesloten maar niet voor dit doel is bestemd, op het Belgische grondgebied of met dat grondgebied als bestemming, te verkopen, te verhuren, uit te lenen of anderszins ter beschikking te stellen, te koop of te huur aan te bieden, als bij die apparatuur geen verklaring gaat van de fabrikant of de leverancier volgens het model dat door de minister is vastgesteld en het gebrek aan goedkeuring niet is aangegeven op de wijze bepaald door de minister" (7).

Artikel 6 (van het ontwerp).

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, heeft deze niet kunnen nagaan of artikel 6 van het ontwerp, met schending van artikel 5 van richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur, het vrije verkeer en gebruik van goederen niet belemmert, in zoverre erin wordt bepaald dat de verklaring van de fabrikant, bedoeld in artikel 2 van dezelfde richtlijn, waarvan het model voorkomt in bijlage VIII ervan, bij de

(7) Zulks onder voorbehoud van de opmerking omtrent artikel 6 van het ontwerp.

apparatuur moet worden gevoegd, niet alleen bij het voor het eerst in de handel brengen, maar tevens bij latere verhandelingen.

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

Het zou verkieslijk zijn te schrijven :

"Art. 6. Onze minister tot wiens bevoegdheid Verkeer en Overheidsbedrijven behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.